

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 24/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



WERIT 1

7 rue de l'Industrie
67160 WISSEMBOURG

Références : 3170/PL/AG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement WERIT 1, implanté 7 rue de l'Industrie 67160 WISSEMBOURG. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été diligentée suite à l'incendie survenu le 09 avril 2022 sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WERIT 1
- Adresse : 7 rue de l'Industrie 67160 WISSEMBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006703170
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société WERIT produit des GRV : réservoirs en plastique de 1000 l implantés dans une cage métallique sur palette. Elle réalise toutes les opérations : fabrication des cages métalliques, mise en forme des réservoirs, fabrication des palettes en matière plastique puis assemblage de l'ensemble. Les déchets plastiques sont broyés et recyclés sur place.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des eaux et déchets suite à l'incendie
- prévention des risques incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s) | Autre information |
|--|--|---|-------------------|
| Cuvettes de rétention | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.10 | / | Sans objet |
| Déclaration d'accident ou pollution accidentelle | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 1.5 | / | Sans objet |
| Moyens de secours contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2 | / | Sans objet |
| Vérification des installations électriques | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.6 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a eu des effets très limités sur l'environnement, les constats effectués n'ont pas en mis en évidence une quelconque négligence de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cuvettes de rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.10 |
| Thèmes : Risques accidentels, Prévention des pollutions des sols |
| Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. |
| Constats : Les bidons et fûts contenant des liquides susceptibles de générer une pollution sont stockés sur des rétention protégées par un auvent. Lors de la visite, il a été constaté qu'un bidon contenant un produit acide était stocké sur la même rétention qu'un bidon contenant un produit alcalin. |
| Observations : L'exploitant a remédié à la situation immédiatement. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Déclaration d'accident ou pollution accidentelle

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 1.5 |
| Thème : Risques accidentels |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 ^{er} de la loi du 19 juillet 1976 (référence : art. 38 du décret du 21 septembre 1977). |
| Constats : Un incendie s'est déclaré le 09/04/22 au matin , l'exploitant a transmis un rapport à l'inspection le 14/04/22. Les impacts de l'incendie à l'extérieur du site sont relativement limités, les émissions de fumées rapidement dispersées. Les quantités d'eau utilisées pour maîtriser le feu ont été été relativement limitées. D'après les investigations réalisées, le feu aurait pris dans un bidon de stockage de chiffons souillés puis se serait transmis au broyeur de déchets de plastique situé à proximité. Les fumées se sont répandues dans le bâtiment, les retombées de suies ont recouvert les équipements et les produits présents. L'exploitant a été contraint de procéder à un nettoyage complet des bâtiments et des équipements. Les eaux de lavage ont été récupérées et stockées dans des GRV, puis seront dirigées, comme déchets, vers une installation de traitement externe. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de secours contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2 |
| Thèmes : Risques accidentels, Prévention |
| Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux ...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles - de robinets d'incendie armés - d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement ... Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. |
| Constats : Il existe un poteau d'incendie, rue de l'Industrie, à proximité du site. Les système d'alarme incendie a été vérifié par un organisme externe, le 24/03/22. Les extincteurs et RIA ont été vérifiés le 04/01/22 (étiquettes apposées sur les appareils). Un exercice d'évacuation du personnel a été réalisé le 09/03/21, suite à cet exercice un rapport a été rédigé. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Vérification des installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.6 |
| Thèmes : Risques accidentels, Prévention |
| Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques, ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications, sont fixés par l'arrêté du 20 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail. |
| Constats : Le dernier rapport de vérification date du 21/12/21. Les installations sont conformes aux normes en vigueur. Une inspection des équipements par thermographie a été réalisée le 28/05/20. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |